

Info-Türk

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE BANQUE D'INFO-TÜRK 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - Septembre 1980
Français 47
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

Reproduction de nos articles
autorisée avec la
mention de la
référence Info-Türk

COUP D'ETAT DE L'OTAN

Le 30 septembre 1980 à 15 heures la radio turque a annoncé que le gouvernement qui venait d'être formé par l'Amiral en retraite Bülend Ulusu avait finalement obtenu le vote de confiance et que son programme avait été approuvé unanimement par l'organe législatif. Si on se rappelle les défaites d'Ecevit ou de Demirel dans le même bâtiment colossal de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, respectivement en 1977 et 1978, ce résultat semble être une victoire incroyable. Le bâtiment est bien le même, mais ses habitants sont différents. Auparavant, il y avait près de 450 députés de différentes formations politiques dans le même grand hall de l'Assemblée Nationale. Cette fois, il n'y a que cinq généraux en uniforme qui avaient pris le pouvoir et commencé à exercer les fonctions législatives pendant que les dirigeants politiques compétaient leurs jours sous surveillance. Quant au premier ministre, ce n'est nul autre que celui qui se trouvait parmi eux comme Commandant de Marine il y a à peine un mois. Il a simplement ôté son uniforme et a été nommé premier ministre civil car la junte n'avait pas réussi à trouver un véritable civil pour ce poste.

./.

APPEL DU COMITE D'EUROPE DE L'UNITE POUR LA DEMOCRATIE EN TURQUIE

A Toutes les forces démocratiques du Monde,

Le 12 Septembre 1980, 1 heure du matin...

Le coup d'état militaire dont les pretextes ont été préparés depuis des années systématiquement par les provocations des forces fascistes a eu lieu dans le cadre des plans de l'OTAN et du Pentagon. Il a été annoncé par le Département d'Etat à Washington même avant que les généraux turcs l'annoncent par les radios. En plus, le même jour, les manoeuvres militaires de l'OTAN ont commencé en Turquie avec la participation des forces des Etats-Unis et de ses alliés.

Ainsi la Turquie, avec ses 45 millions d'habitants, a été jeté une fois de plus dans les ténèbres d'une régime autoritaire.

Le parlement est dissous. les organisations progressistes sont interdites. Parmi eux se trouvent le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK).

Les arrestations massives transforment le pays en une prison de 777.000 km². Parmi les personnalités arrêtées se trouvent Behice Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie, Bülent Ecevit, président du Parti Républicain du Peuple et Abdullah Bastürk, président de la Confédération des Syndicats Progressistes.

Les grèves ont été interdites et la junte a mis au travail forcé des centaines de milliers de grévistes.

Les communiqués du Conseil National de la Sécurité invitent les membres des forces armées à faire la chasse à l'Homme.

Toutes les communications avec la Turquie de l'Est sont actuellement interrompues. Le peuple kurde subi une répression brutale.

Cela est le point culminant de l'escalade fasciste dans notre pays.

Le peuple de Turquie qui a subi les interventions militaires successives de 1960, de 1971 et en fin de 1980 déchirera sans doute ces ténèbres avec une lutte tenace.

Aujourd'hui, c'est le jour d'unité et de lutte de toutes les forces de démocratie de Turquie contre le fascisme.

Nous appelons toutes les forces démocratiques du monde à se solidariser avec la lutte légitime du peuple de Turquie.

Correspondance: Comité de l'Unité pour la Démocratie en Turquie
BP 1344 - Centre Monnaie - 1000 Bruxelles

Ainsi se présente la "démocratie" dont le peuple de Turquie jouit de force sous la pression de l'OTAN et du FMI; des milliers de politiciens, intellectuels et dirigeants syndicaux progressistes jouissent de cette "démocratie" soit dans les prisons militaires ou sous la menace permanente des baionettes et des mitrailleuses.

Cette période sombre a commencé le 12 septembre 1980 avec le coup d'état militaire dirigé par le Général Kenan Evren, chef de l'état-major général des forces armées turques. Lorsqu'il est apparu sur les écrans de la télévision comme le nouvel "homme fort" de la Turquie, il était flanqué par quatre autres membres de la junte, le Général Nurettin Ersin des Forces terrestres, le Général Tahsin Sahinkaya des forces aériennes, l'Amiral Nejat Tümer, Commandant de Marine et le Général Sedat Celasun, commandant de la Gendarmerie.

Le Général Evren, qui avait laissé entendre dans un ultimatum adressé au Président de la République en janvier dernier qu'une intervention militaire était possible a déclaré qu'il a décidé d'agir maintenant parce que "la démocratie ne pourrait plus se contrôler". Une nouvelle ère de "démocratie contrôlée" vient donc de commencer dans la partie sud-est de la communauté atlantique.

./.

Dans les premiers communiqués de la junte militaire, il était clair que le motif principal du coup d'état n'était pas l'instabilité du pays, mais l'instabilité du Moyen-Orient. Dans le message personnel qu'il a délivré le jour du coup d'état, le Général Evren s'est engagé à rester fidèle à l'OTAN et cette fidélité a été confirmée plus tard dans tous les textes publiés par le nouveau régime.

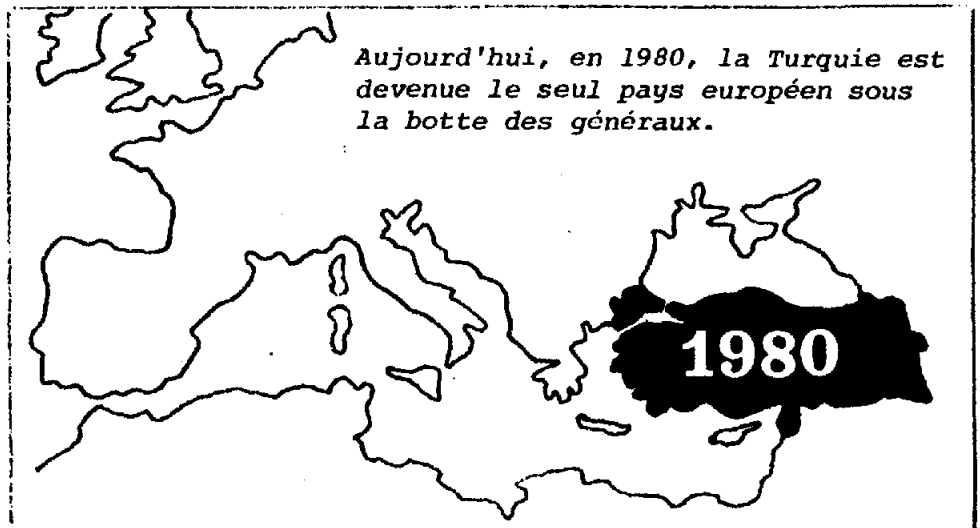
Le "Times" du 13 septembre notait: "Le message et le moment choisi ont été bien reçu par les alliés qui devenaient de plus en plus inquiets de la situation politique chaotique dans cette région particulièrement exposée et vitale du flanc sud-est de l'OTAN."

L'"International Herald Tribune" du même jour ajoutait: "Les coups d'état militaires contribuent rarement à la stabilité internationale, mais la Turquie se révélera peut-être l'exception."

Le même journal nous informait aussi du fait que: "Un des dirigeants clés, le Général Haydar Saltik, qui a été nommé secrétaire-général du nouveau comité de sécurité, a assisté à de nombreux séminaires et réunions d'élaboration du commandement de l'OTAN et a été décrit comme une 'figure familière' par une source de l'OTAN. Des fonctionnaires de l'OTAN ont aussi déclaré que les manoeuvres en Thrace qui mettraient en action 3.000 soldats de 6 pays de l'OTAN auraient lieu comme prévu. Les manoeuvres, désignées sous le nom d'Anvil Express 80, sont prévues pour la fin du mois, leur but est de tester la riposte de l'OTAN à une attaque éventuelle de la Turquie occidentale par les forces du Pacte de Varsovie en Bulgarie." (International Herald Tribune, 13 septembre 1980).

A la lecture de tous ces détails, peut-on considérer comme une coïncidence le fait que les manoeuvres de l'OTAN et le coup d'état militaire se soient produits le même jour? Un autre point à remarquer est le fait que des hauts-fonctionnaires à Washington étaient au courant du coup d'état avant qu'il n'ait lieu et que les agences de presse occidentales en ont été informées par ces sources.

C'est donc un fait indéniable que le coup d'état militaire du 12 septembre est une étape supplémentaire de l'escalade militaire dans le Moyen-Orient en général et en Turquie en particulier.



Cette escalade militaire avait déjà commencé avec la conclusion des accords de coopération à la défense entre la Turquie et les Etats-Unis au début de cette année.

Ce n'était pas non plus une coïncidence si le premier ultimatum du Général Evren était venu juste après la nouvelle des projets américains de constituer une nouvelle alliance pro-américaine dans le Moyen-Orient avec la participation de la Turquie, l'Egypte, l'Israël et l'Arabie Séoudite. Les événements en Iran et en Afghanistan ont été utilisés comme prétexte pour raviver le pacte défunt du CENTO (Organisation du Traité central participé par la Turquie, les Etats-Unis, l'Iraq, l'Iran et le Pakistan) sous un autre nom et avec de nouveaux partenaires. Le seul partenaire des Etats-Unis qui était membre du pacte précédent et qui devait se trouver dans le nouveau était la Turquie.

Le premier pas vers la création du nouveau cercle impérialiste était d'amener la Turquie à signer l'accord de coopération à la défense avec les Etats-Unis; cet accord établit les principes fondamentaux de relations de défense bilatérales et assure aux Etats-Unis la possibilité de continuer d'opérer dans leurs bases clé en Turquie. (En 1975, la Turquie avait abrogé unilatéralement le traité de défense précédent en guise de représailles contre l'embargo américain; toutes les bases américaines avaient été fermées excepté une base aérienne stratégique de l'OTAN à Incirlik).

En octobre 1978 l'ancien premier ministre Ecevit a ordonné la réouverture de quatre bases clé lorsque le Congrès américain a levé le blocus d'armes; néanmoins, les forces démocratiques (y compris l'aile gauche du Parti Républicain du Peuple d'Ecevit) sont restées très opposées à un statut permanent pour les bases et installations américaines et de l'OTAN.

Après la reprise du pouvoir par Demirel et immédiatement après l'ultimatum de l'armée, les représentants du gouvernement américain se sont précipités en Turquie et en quelques jours, le 9 janvier 1980, le gouvernement turc a conclu l'accord de coopération à la défense.

ESCALADE MILITAIRE+++++

- 1/1/1980: L'ultimatum des généraux: "La nation turque ne peut plus supporter, ceux qui, profitant des libertés reconnues par la constitution... La situation au Moyen-Orient est tel qu'un conflit armé peut survenir à tout moment... C'est pourquoi les Forces Armées ont décidé de mettre en garde les partis politiques."
- 4/2/1980: Le règlement de l'Instruction de la Défense Nationale, publiée dans le Journal Officiel, insiste sur l'importance des procédés éducationnels visant à imprégner les élèves des écoles primaires d'un esprit national orienté vers les exigences de la défense.
- 16/2/1980: Le Général Evren intervint une fois de plus dans la politique et menaça ouvertement les ouvriers résistant et les forces démocratiques: "Au lieu de combattre des ennemis extérieurs, nous sommes obligés de combattre des ennemis intérieurs. Pourquoi nous ne les écrasons pas en dépit de la loi martiale? Parce que nous ne désirons pas verser le sang. Si nous le décidons, nous pouvons en finir avec eux en un mois. A la fin de son discours prononcé au cours d'exercices militaires effectués dans la région kurde, il leva son verre et déclara: "Heureux sont ceux qui disent 'Je suis Turc!'"
- 13/4/1980: Le Général David Jones, chef de l'état major des forces américaines a visité la Turquie et déclaré: "La Turquie est l'allié le plus sûr des Etats-Unis. Les efforts des forces armées turques visant à sauvegarder l'intégrité du pays et la démocratie méritent des félicitations."
- 20/7/1980: A l'occasion de 6ème anniversaire de l'opération militaire turque à Chypre, le Général Evren dit: "Malheureusement je dois dire que nous combattons ceux qui trahissent la patrie. En qualité du chef des forces armées, je dis que ces traîtres subiront le châtiment qu'ils méritent."
- 29/8/1980: Le général Evren a accusé les politiciens de ne pas capable d'élire le nouveau président de la République. /.

SUR 72 ANS, 32 SE SONT PASSES SOUS LE REGIME MILITAIRE+++++

Le général Evren a affirmé que le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 n'était pas de coup d'Etat, mais une mesure de sauvegarde de la démocratie. En fait, comme on le voit dans la table ci-dessous, depuis la révolution bourgeoise de 1908, 32 années se sont passées sous le régime de l'état de siège. Pendant toutes les périodes où l'état de siège a été en vigueur, l'armée a joué le rôle de suspendre les droits et les libertés et de donner à la bourgeoisie et aux forces de droite la possibilité de bénéficier d'un régime au détriment de la classe ouvrière et des forces progressistes.

ANNEES	DUREE			PRETEXTE DE L'INTERVENTION MILITAIRE
1909-1912	3 ans	2 mois	2 jours	Insurrection religieuse
1912			42 jours	Activités anti-gouvernementales
1912-1919	7 ans		17 jours	Guerre des Balkans et 1er Guerre Mond.
1920-1922	2 ans	6 mois	19 jours	Résistance contre l'occupation
1925-1927	2 ans	8 mois	26 jours	Soulèvement en Anatolie orientale
1940-1948	7 ans	1 mois	11 jours	Seconde Guerre Mondiale
1955-1956		8 mois		Emeutes anti-grecques à Istanbul
1960-1961	1 an	7 mois	2 jours	Coup d'état militaire du 27 mai
1963-1964	1 an	1 mois	28 jours	Insurrection militaire du 21 mai
1970		3 mois		Résistance ouvrière des 15-16 juin
1971-1973	2 ans	3 mois		Intervention militaire du 12 mars
1974-1975	1 an		11 jours	Opération de Chypre
1978-1980	1 an	8 mois	23 jours	Massacre de Kahramanmaraş
1980- ?	?	?	?	Coup d'état militaire du 12 septembre

Après la conclusion de cet accord militaire bilatéral, le chef de l'opposition, Bülent Ecevit, a accusé le gouvernement Demirel de transformer la Turquie en un "paratonnerre de l'OTAN". En effet, ce nouvel accord permet aux américains de faire fonctionner les bases et installations militaires suivantes en Turquie:

1. bases de frappe et installations telles que des bases aériennes, navales, bases de lancement de missiles, etc.,
2. bases électroniques de renseignements,
3. installations de communication
4. installations d'entraînement et de soutien.

Toutes ces bases et installations ont acquis une plus grande importance après la tension au Moyen-Orient et plus particulièrement après la guerre entre l'Irak et l'Iran. Grâce à l'intervention militaire de la junte d'Evren, les Etats-Unis sont assurés du fonctionnement de leurs bases et installations en Turquie pour quelques années encore. Ainsi, les forces armées turques ont rempli leur mission de gardien des intérêts américains dans la région (Pour des informations détaillées sur les bases américaines: BULLETIN, Juin 1980).

De l'anti-impérialisme à la collaboration

Depuis l'effondrement de l'Empire Ottoman, les Forces Armées Turques ont toujours été l'une des forces motrices de la société turque. Par exemple, le mouvement progressiste "Jeunes Turcs" au 19^e siècle a trouvé ses partisans les plus ardents parmi les jeunes officiers de l'armée. Ceci est dû au fait que les officiers de l'armée représentaient une partie importante de l'élite de la population et qu'ils considéraient la position d'homme malade de l'Empire Ottoman comme une honte pour l'armée turque, traditionnellement conquérante. Leur premier souci a été de renforcer l'Etat et d'empêcher des pertes territoriales. Ce souci les mena d'une part à une attitude anti-impérialiste, et d'autre part à une position révolutionnaire bourgeoise.

La révolution bourgeoise de 1908 (Mesrutiyet), la Guerre de Libération Nationale (1919-1922) et la proclamation de la République (1923), tout a été mené par les officiers de l'armée.

Bien que le fardeau le plus lourd de la guerre ait pesé sur les épaules des ouvriers et des paysans, la bureaucratie militaire, dans le but d'accorder à la bourgeoisie locale toutes les possibilités de croître, prit toutes les mesures propres à empêcher les masses travailleuses d'acquérir une conscience de classe, de s'organiser en partis politiques et en syndicats et d'être représentées au Parlement. C'est l'alliance de la bureaucratie militaire et de la bourgeoisie locale montante qui fit assassiner les 15 leaders du Parti Communiste de Turquie, mit hors la loi ce parti et supprima tous les syndicats et toutes les organisations démocratiques. En outre, adoptant une idéologie chauviniste qui correspondait aux ambitions de la bourgeoisie ascendante, les généraux soumièrent les Kurdes de Turquie à une répression nationale.

La dualité du progressisme bourgeois s'est toujours manifestée au cours de la période républicaine en Turquie. Tout en prenant une position anti-impérialiste en vue de sauvegarder la souveraineté politique de l'état, les militaires, sur le plan intérieur, se souciaient toujours de renforcer la bourgeoisie locale aux dépens des masses travailleuses.

Après la seconde Guerre Mondiale, la grande bourgeoisie qui s'était développée grâce au soutien des Forces Armées, trouva alors un nouvel allié puissant, les USA, qui avaient l'intention d'inclure la Turquie et la Grèce dans leur camp. Le 22 mai 1947, la loi d'Aide à la Turquie et la Grèce et le 12 juillet 1947, l'accord d'Aide à la Turquie furent mis en pratique. Plus tard, la Loi d'Aide Etrangère de 1948, et les lois d'Aide Mutuelle pour la Défense firent des Forces Armées turques une armée de mercenaires forte de 500.000 hommes et chargée de défendre les intérêts des USA dans le Moyen Orient. Un pas de plus dans cette voie est fait par l'affiliation de la Turquie à l'OTAN en 1952.

En dépit de cette dépendance formelle à l'égard des USA, quelques éléments des Forces Armées Turques maintinrent une position opposée à la domination des USA et au gouvernement de la bourgeoisie collaborationiste. Et cela pour deux raisons:

Premièrement, la grande majorité des officiers de l'armée étaient issus de paysans pauvres et se sentaient près du peuple. Cette position était renforcée aussi par la déloyauté de la bourgeoisie collaborationiste qui ne se souciait aucunement du bien-être de son ancien allié et rendait même les officiers plus pauvres que jamais.

Deuxièmement, presque tous les officiers se considéraient comme les seuls garants de l'indépendance nationale et étaient mécontents de l'accroissement du contrôle des USA sur les Forces Armées.

Dans ces conditions, les Forces Armées Turques, encouragées par la résistance populaire massive contre le gouvernement du Parti Démocrate réalisa un coup d'état le 27 mai 1960 et mit en vigueur une nouvelle constitution garantissant les droits de l'Homme et les libertés fondamentales.

Un piège bien combiné: OYAK

Quoique très bien informés au sujet des préparatifs du coup d'état, les USA n'intervinrent d'aucune manière pour l'empêcher. Car, si les Forces Armées n'étaient pas intervenues, le mécontentement des masses aurait pu mener à un vrai soulèvement populaire. Mais, immédiatement après le changement du pouvoir, les conseillers militaires des Etats-Unis à Ankara imposèrent au Comité de l'Unité Nationale (la junte militaire) le projet de cet OYAK sui-generis.

A ce moment-là, ce projet paraissait très innocent et il était impossible d'apercevoir le piège de triste notoriété qu'il cachait. Selon la loi adoptée le 1er mars 1961, l'OYAK (Fonds d'Aide Mutuelle des Forces Armées) avait pour but quelques activités sociales telles que de fournir à bon compte des biens de consommation, de procurer des crédits à taux d'intérêt peu élevés et de construire des résidences à bon marché pour les officiers et sous-officiers de l'armée qui avaient beaucoup souffert matériellement au cours des dix années du pouvoir du Parti Démocrate.

La loi obligeait tous les officiers et sous-officiers de s'affilier à l'OYAK et de lui apporter une contribution de 5% de leur salaire, totalisant 20 millions de dollars par an. Le fonds devait être géré par un conseil d'administration composé de généraux de l'armée. /.

COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL+++++

OYAK: Comme l'article l'explique, le fonds d'aide mutuelle de l'Armée est devenu un holding financier mammoth dont les avoirs ont déjà atteint 35 millions de dollars. Le holding a des parts dans 22 sociétés industrielles et commerciales et des participations indirectes dans 8 autres sociétés. Il collabore avec des sociétés étrangères comme International Harvester, Renault et Mobil Oil aux secteurs de pétro-chimie, de conserveries, de pneus et d'automobiles.

FONDATEURS:

Il faut également mentionner la création de fondations établies grâce à une coopération entre civils et militaires. Elles ont pour but d'attirer des donations du public, soit pour créer une industrie d'armements nationale, soit pour constituer des fonds pour l'achat d'armement,

- o La fondation la plus importante s'appelle "Fondation pour le Renforcement de la Force Aérienne" (Hava Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı) qui a un capital de 20 millions de dollars. La fondation a l'intention de devenir partenaire principal du TUSAS (compagnie d'aviation de l'Etat) et de participer à la fabrication de pneus pour l'aviation.
- o La fondation pour le Renforcement de l'Armée (Kara Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı) a également constitué son capital de 3.500.000 dollars grâce aux donations. Il possède ASELSAN (Industrie électronique militaire) qui devrait bientôt produire de l'équipement de télécommunication.
- o Première à être établie, la fondation pour le Renforcement de la Marine (Deniz Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı) est handicapée par rapport aux autres, car les priorités vont à l'aviation. Malgré tout, elle continue à fabriquer des navires pour la flotte.

Comme tant que les cotisations obligatoires des membres de l'Armée avaient créé une accumulation énorme de capital, les généraux décidèrent alors d'utiliser ce capital en investissements lucratifs dans l'industrie et le commerce.

Le fait que des officiers de l'armée soient devenus des capitalistes en uniforme a créé entre eux et les masses travailleuses un fossé économique et sociale. Cette contradiction croissante a influencé l'attitude des officiers pendant les grèves massives des ouvriers les 15 et 16 juin 1970, et après au cours de la période de répression militaire entre 1971 et 1973.

PROGRAMME DU CAPITALISME MONOPOLISTE

Immédiatement après le coup du 12 septembre, tous les communiqués de la junte ont montré que le nouveau régime donne la priorité aux problèmes économiques. Contrairement aux coups qui ont eu lieu en 1960 et 1971, les objectifs économiques et sociaux ont été clairement définis. Cette clarté a été directement récompensée dans l'arène mondiale, les premiers messages de soutien sont venus des Etats-Unis, de l'Arabie Séoudite, de l'Egypte et du Pakistan. Dans le pays, la junte a obtenu le soutien des groupes monopolistes.

POUVOIR MILITAIRE oooooooooooooo

Les Forces Armées comprennent 566.000 hommes dont 271.000 conscrits. Service militaire obligatoire: 20 m.

ARMEE DE TERRE: 470.000 hommes

210.000 conscrits

26.000 à Chypre

400.000 réservistes

FORCE AERIENNE: 51.000 hommes

30.000 conscrits

MARINE: 45.000 hommes

25.000 réservistes

GENDARMERIE: 75.000 hommes

dans 3 brigades mobiles

économiques et sociaux ont été clairement définis. Cette clarté a été directement récompensée dans l'arène mondiale, les premiers messages de soutien sont venus des Etats-Unis, de l'Arabie Séoudite, de l'Egypte et du Pakistan. Dans le pays, la junte a obtenu le soutien des groupes monopolistes.

Des millions de gens en Turquie désirent trouver une voie pour sortir de la crise politique, sociale et économique dans laquelle le pays est plongé depuis longtemps et mettre un terme à la violence politique. C'est pour cela que la junte peut se présenter comme la seule autorité capable de mettre fin à la violence politique et obtenir un soutien, du moins pour le moment.

Ce soutien n'est pas acquis en ce qui concerne les objectifs économiques. Les généraux donnent surtout la priorité aux intérêts des sociétés internationales qui ont des investissements en Turquie et à ceux d'une centaine de grandes familles d'affaires qui tiennent bien en main l'économie turque.

La junte commence maintenant à appliquer le programme de stabilisation de Demirel qui avait été attaqué par tous les milieux démocratiques, et ce sens ./.

EXTRAITS DES NUMEROS PRECEDENTS DU BULLETIN INFO-TÜRK.....

- DECEMBRE 1976: Comme l'issue prévisible des élections est une victoire des forces démocratiques de Turquie, la droite multiplie ses tentatives de provocation qui pourrait permettre au militaire de rétablir la loi martiale.
- MARS 1977: Bülent Ecevit, président du Parti Républicain du Peuple: "Le rôle du plus petit partenaire du gouvernement, le Parti d'Action Nationaliste dans les meurtres politiques est apparu avec une évidence irréfutable."
- MAI 1977: Une quarantaine de personnes ont trouvé la mort le 1er mai à Istanbul. Ces événements sont un maillon d'une chaîne d'une série de provocations afin d'empêcher la constitution d'un gouvernement démocratique après les élections anticipées du 5 juin.
- JUILLET 1977: Malgré la montée des votes de gauche, aucun parti n'obtint la majorité absolue. Ainsi, la Turquie doit faire face, pendant 4 ans encore à des gouvernements de coalition et même à la menace d'un coup d'état militaire. Juste avant les élections générales, certains officiers de l'armée ont tenté de faire un coup d'état. Parmi les officiers qui participèrent à cette tentative, il faut signaler le Commandant des Forces Terrestres, le Général Namık Kemal Ersun, connu pour ses opinions fascistes. Il fut mis à la retraite avant la date normale.
- SEPTEMBRE 1977: La Turquie est de nouveau sous la repression du "Front Nationaliste". Le troisième partenaire du gouvernement de coalition, Parti d'Action Nationaliste reçoit cinq postes ministériels.
- JANVIER 1978: Les élections locales du 11 décembre, manifestant un nouveau glissement vers la gauche, amenèrent un changement de gouvernement et M. Bülent Ecevit, Président du Parti Républicain du Peuple forma le nouveau gouvernement.
- FEVRIER 1978: Le statut du Département de "Contre-Guérilla" au sein des Forces Armées turques est devenu la principale question d'actualité en Turquie. Les parlementaires républicains déclaraient que ce département, établi sur la suggestion de la CIA, avait fourni des armes aux "Loups Gris" et les avaient provoqués à l'action.
- MARS 1978: Ecevit céda au FMI et dévalua très fortement la lire turque d'environ 30%. Immédiatement après la dévaluation, les prix furent augmentés de 70%.
- OCTOBRE 1978: Sept membres du Parti Ouvrier de Turquie ont été assassinés par les "Loups Gris". Ecevit déclara que la terreur politique est provoquée par des forces "obscurcs" visant à arrêter le processus de démocratisation.
- NOVEMBRE 1978: Après la levée de l'embargo américain sur les armes, le gouvernement Ecevit entama des entretiens bilatéraux avec les représentants des Etats-Unis et de l'OTAN.
- DECEMBRE 1978: Le nombre total de victimes de la violence politique en 11 mois du gouvernement Ecevit est de 738 personnes, tandis qu'il était de 446 en 32 mois de gouvernement de "Front Nationaliste".
- JANVIER 1979: Après le massacre de Kahramanmaraş, où 107 personnes au moins ont péri, le gouvernement Ecevit a fait appel à l'armée et l'état de siège a été déclaré dans 13 provinces. Ecevit a déclaré aussi que la Turquie avait atteint une "phase pleine d'espoir" en ce qui concerne l'aide occidentale.
- MAI 1979: Arrestation massive de dirigeants ouvrier le 1er mai.
- JUIN 1979: Le gouvernement a mis en pratiques des nouvelles mesures d'austerité économique imposées par le FMI.
- OCTOBRE 1979: Les élections partielles débouchent sur la défaite des sociaux-démocrates, Ecevit a dû démissionner, Demirel est entré en lice.
- JANVIER 1980: Ultimatum de l'Armée Turque qui vise à la soumission aux plans militaires des USA sur la Turquie et à la suppression des derniers vestiges de droits démocratiques.

l'opposition d'une démocratie parlementaire. Dans ce sens, le coup du 12 septembre 1980 est aussi un coup du capital national et international.

Interrompre les activités des syndicats et interdire les grèves ont toujours été les but avoués des **grandes** sociétés, des banques et des holdings; ces revendications, qui n'auraient jamais été acceptées sous le gouvernement Demirel, ont abouti à une vitesse incroyable depuis le coup. Des grèves des 60.000 ouvriers sont proscrites. Il est interdit de poursuivre les négociations collectives qui concernent 150.000 travailleurs. Le droit de grève est tout simplement suspendu. Jusqu'à présent, les tentatives pour interrompre les activités démocratiques et progressistes des syndicats n'avaient pas réussi grâce à la manifestation des 100.000 travailleurs en 1970 et à la prise de position décisive de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK). Aujourd'hui

+++++

REPONSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TURCS AU GENERAL EVREN

"L'homme fort" du nouveau régime militaire de Turquie, le général Kenan Evren a fait une conférence de presse le 16 septembre. Dans ses déclarations développant sa conception toute particulière de la démocratie, le général Evren ose affirmer qu'il ne s'agit pas de coup d'Etat, mais d'une mesure de sauvegarde de la démocratie en péril. Cette prétention est d'ailleurs reprise par nombre de journaux et par certains milieux européens, qui s'attachent à la présenter comme un moindre mal, voire comme une mesure présentant un caractère positif.

Les travailleurs immigrés de Turquie affiliés à la FGTEB et à la CSC affirment avec force que le chef de la junte militaire **trompe** l'opinion publique mondiale:

Le général Evren: "Cette action ne peut pas être qualifiée de coup d'Etat militaire."

Travailleurs: Le Parlement est dissous, la Constitution abolie. Les partis politiques sont suspendus, leurs dirigeants sont en prison ainsi que la plupart des députés. Les activités syndicales sont suspendues tandis que les organisations syndicales progressistes sont tout simplement interdites. Un autre général nommé Pinochet n'aurait pas agi autrement.

Le général Evren: "Le système démocratique que nous mettons en place ne permettra pas la répétition de telles interventions."

Travailleurs: C'est avec ces mêmes arguments que la même armée avait réalisé les coups d'Etat de 1960 et de 1971. Plus de la moitié de la Turquie est soumise à la loi martiale depuis plus de deux ans, et tous les présidents de la République depuis 1960 sont issus de l'armée. Par ailleurs, depuis un certain temps déjà, les militaires en majorité au Conseil National de Sécurité, dirigeaient en fait le pays. Dans le cadre d'une large "permisivité" de la part des militaires, un semblant de démocratie existait en Turquie, en réalité comme "façade". Aujourd'hui nous assistons à la mise en place d'une conception différente de la "démocratie"...

Le général Evren: "Le régime démocratique est un régime de vertu. Tout ce que nous avons fait, c'est d'essayer de remettre sur pied une démocratie malade."

Travailleurs: Sans aucun doute, le régime démocratique est un régime de vertu. Mais on a toutes les raisons de douter de la vertu d'un général putschiste lorsqu'il détient dans ses mains tous les pouvoirs du pays et qu'il ose vanter à la face du monde la vertu d'une démocratie musclée, le tout dans un bruit de chars et de bottes!

Comité FGTEB/ABVV
des Travailleurs de Turquie
23, rue de l'Hôpital
1000 BRUXELLES

CSC/ACV
Section turque
rue de la Loi, 121
1040 Bruxelles

la junte militaire applique avec succès la même politique en utilisant tous les moyens répressifs.

Pendant longtemps, on a dit que la Turquie était un pays "très hasardeux" pour les investissements des sociétés multinationales à cause de son instabilité politique, bien que les capitaux étrangers aient été favorisés et encouragés par le gouvernement turc (Voir: le BULLETIN du mai 1980).

"Newsweek" a déclaré que sur 60 pays choisis par les administrateurs des multinationales, la Turquie était le troisième parmi les plus hasardeux. De plus, les dirigeants des grandes sociétés, banques et holdings ont déclaré à maintes reprises que le problème majeur de la Turquie était de réaliser sa stabilité politique. Pour y arriver, il faut réduire les libertés démocratiques garanties par la Constitution.

Le veille du coup d'état fasciste, Halit Narin, président de la Confédération du Syndicats des Employeurs a envoyé un message à la presse dans lequel il disait que la restauration des Tribunaux de Sécurité de l'Etat était la seule solution pour fomentier une renaissance économique et une croissance de la production. Ces tribunaux n'avaient pas été réinstaurés à cause de la résistance des forces démocratiques (y compris le Parti Républicain du Peuple) qui les avaient qualifiés "d'institutions fascistes". Des nouvelles récentes d'Ankara indiquent que ces tribunaux refunctionneront bientôt. Le coup d'état du 12 septembre a non seulement permis de maintenir le statu quo en ce qui concerne les mesures répressives mais a également permis à ces milieux d'obtenir toutes leurs revendications. En effet, le programme économique présenté par Turgut Özal (ancien président de la Fédération des Employeurs du Métal et maintenant le vice-premier) est la formulation des revendications du grand capital.

Le versant économique du coup d'état de l'OTAN se caractérise par la soumission au Fonds Monétaire International et au capital étranger. Toutes les limitations sectorielles sur les investissements étrangers ont été abolies et le contrôle de l'état, laxiste depuis toujours, a été totalement supprimé. Les réserves de devises étrangères sont mises au service des industries privées qui ont toujours dépendus des capitaux allemands et américains en ce qui concerne les technologies de base. Au cours de ces dernières années, la capacité de production industrielle est tombée à une moyenne de 55% et la production de tous les produits industriels de base a considérablement diminué. Dans de telles conditions, le gouvernement a employé les grands moyens pour importer des matières premières et du pétrole et pour obtenir des crédits même à des conditions défavorables.

Avant le coup d'état, le déficit annuel de la balance commerciale, atteignait près de 3 milliards de dollars. De plus, l'ensemble de la dette extérieure se chiffrait à plus de 20 milliards de dollars.

En dépit de nombreuses mesures d'encouragement, les industries privées n'ont pas réussi à augmenter leurs exportations. Si l'on tient compte de ce fait, il serait trop optimiste d'espérer que les nouvelles mesures d'encouragement prises par la junte puissent aboutir. Elle ne serviront qu'à concentrer le capital dans les mains de quelques groupes financiers.

Outre la déficience de l'actuel système économique et social en vigueur en Turquie, 20% du budget de l'état est consacré aux dépenses militaires, car cet allié sous-développé de l'OTAN a été forcé de nourrir la seconde plus grande armée de l'alliance, armée qui compte 566.000 hommes. Si l'on tient compte du déficit annuel de 1 milliard de dollars et le fait que les investissements en général et ceux publics en particulier ont été pratiquement arrêtés, les dépenses militaires pèsent lourdement sur les épaules de la population.

Les tendances inflationnistes du monde capitaliste et le taux élevé des dépenses improductives, la diminution des investissements, la sous-production provoquent, dans un schéma capitaliste, un très fort pourcentage d'inflation qui a atteint 140% l'an passé. Un tel taux d'inflation a évidemment débouché très rapidement sur la stagnation de l'économie. Les effets négatifs de l'inflation ont été ressentis non seulement par la classe ouvrière et le secteur rural, mais aussi par les petites et moyennes entreprises qui souffrent généralement des restrictions de crédit. La libéralisation des taux d'intérêt a entraîné une vague de faillites dans les petites et moyennes entreprises. La situation des paysans est encore pire: les prix des produits agricoles ne peuvent rivaliser ./

avec l'augmentation rapide des prix des produits industriels. La stratégie du grand capital a été définie: appliquer un plan quinquennal de stabilisation dans les domaines économiques et politiques. Les classes dirigeantes bénéficieront de toutes les ressources, et les masses paieront le prix de ce programme de stabilisation en endurant les mesures économiques drastiques imposées par le FII.

DERRIERE LA VIOLENCE POLITIQUE, L'ARMEE!

Les communiqués de la junte militaire l'ont déclaré, le prétexte officiel du coup d'état du 12 septembre était d'arrêter la violence politique, qui a fait 5355 morts depuis 1975. Si l'on examine particulièrement la période de 10 mois de gouvernement de Demirel, où l'on atteignait 500 victimes par mois dernièrement, les forces armées ont parfaitement raison. Mais sous cette violence c'est l'armée elle-même que l'on retrouve.

Les activités secrètes d'un département illégal dans l'armée ont été un sujet de préoccupation depuis 1975. Il s'agit du Département de Contre-Guérilla dans le Quartier général des Forces armées turques. Le nom officiel de ce département est le "Département Spécial de la Guerre". La mission d'Aide Militaire U.S.A. et le Département Spécial de la Guerre cohabitent dans le même bâtiment à Ankara. L'entraînement des officiers du département est pris en charge par les services secrets américains. Le but apparent du département est la création de forces de résistance en cas de "soulèvement" ou d'agression étrangère. Mais l'application et les directives de l'entraînement montrent que le département pourrait servir contre les mouvements internes d'un réveil social.

Dans plusieurs recommandations écrites du Département, le terme "soulèvement" est défini comme "une opposition politique et sociale contre l'ordre établi dans le pays." Se référant à cette interprétation, pendant la période de répression militaire entre 1971 et 1973 le Département de Contre-Guérilla a organisé et perpétré des chasses à l'homme, des tortures, et a lancé des accusations contre tout un chacun qui désapprouvait l'ordre social existant et l'intervention militaire.

Le département a un "bureau spécial" connu sous le nom de "Bayraktarlik" à Chypre qui donne refuge aux assassins politiques d'extrême-droite qui ont tué des progressistes.

Le Centre-guérilla a toujours maintenu des rapports étroits avec le parti néo-fasciste de l'ex-colonel Türkes et lui a toujours ménagé toutes les facilités en ce qui concerne les armes et les conspirations (Voir: Massacre à Ankara, Pourquoi?, Info-Türk, 1978 Bruxelles).

Il faut également prendre en considération le fait que les forces armées ont été à même de contrôler les secteurs les plus sensibles de la Turquie à cause de la loi martiale proclamée dans 20 provinces depuis 2 ans. Mais au lieu de diminuer, la terreur politique a considérablement augmenté.

Après avoir atteint leur but de donner à l'armée le prétexte du coup fasciste, le Département de Contre-guérilla et ses

ASSASSINATS POLITIQUES DU 16/8 AU 11/9/1980

+	ISTANBUL	62	AMASYA	3
+	ADANA	61	ARTVIN	3
+	ANKARA	59	BALIKESIR	3
+	ORDU	47	TOKAT	3
+	ICEL	25	TRABZON	3
+	BURSA	18	AFYON	2
+	URFA	17	ANTALYA	2
+	ESKISEHIR	16	BINGOL	2
+	IZMIR	15	HAKKARI	2
+	SIIRT	13	KUTAHYA	2
+	GAZIANTEP	12	NIGDE	2
+	DIYARBAKIR	11	ZONGULDAK	2
+	MARDIN	11	EDIRNE	1
+	MALATYA	10	ERZURUM	1
+	KONYA	8	GIRESUN	1
+	KOCAELI	7	KAHRAMANLI	1
+	SAMSUN	7	KARS	1
+	CORUM	5	MANISA	1
+	KAYSERI	5	MUGLA	1
+	AYDIN	4	RIZE	1
+	DENIZLI	4	USAK	1
+	ELAZIG	4	AACHEN	1
+	TOTAL			460
+	10 MOIS DE DEMIREL			2241
+	TOTAL DE LA PERIODE DE			
+	4 ANS ET 8 MOIS			
+	(DE 1975 AU COUP D'ETAT)			5355

collaborateurs, les "Loups Gris", ont arrêté leurs activités pour un moment. C'est pourquoi quelques jours après le coup d'état, il faisait calme partout en Turquie. Mais cette fois-ci, les nouvelles mesures répressives employées par la junte militaire ont provoqué la résistance armée de certains groupes politiques. Prenant ces actes comme prétexte, les forces de sécurité ont entamé des chasses à l'homme dans tout le pays, particulièrement en Anatolie orientale où vivent les Kurdes. Les militaires ont effectué des raids dans des maisons privés, sur des lieux de travail et ont massacré les gens "dangereux".

Par exemple, rien que le 28 septembre, les forces de sécurité ont tué 8 personnes dans les provinces d'Ordu et de Mardin. Dans le but d'intimider les opposants au régime qui prennent les armes, un militant de gauche Serdar Soyergil, a été condamné à mort en une seule audience du tribunal militaire. Il était accusé d'avoir tué un capitaine.

Depuis le jour du coup, près de 30.000 personnes ont été arrêtés par l'armée. Rien que dans la province d'Istanbul, plus de 5.000 dirigeants et représentants de syndicats ont été obligés de se rendre. Ceux qui ont été arrêtés sont obligés de porter un uniforme et on leur coupe les cheveux comme les criminels.

Les cinq généraux de la junte ont commencé à travailler en tant que "parlement" et ont publié plusieurs décrets tendant à restreindre tous les droits et libertés démocratiques et à renforcer l'autorité des commandants de la loi martiale de telle façon qu'ils puissent agir arbitrairement.

D'après les nouveaux décrets, les commandants de la loi martiale peuvent emprisonner quiconque sans mandat du juge et peuvent les garder en prison pendant 30 jours.

Les premières arrestations arbitraires ont touché les dirigeants politiques. L'ancien premier ministre, Mr. Demirel, et le leader de l'opposition Bülent Ecevit ont été conduits dans une base navale à la Mer de Marmara. Le chef du Parti du Salut National, ultra-islamique, Mr. Necmeddin Erbakan, a été transféré sur une île près d'Izmir. Quant à l'ex-colonel Alparslan Türkeş, chef du parti néo-fasciste, il s'était caché dans la 28e division près d'Ankara, espérant que ses partisans dans l'armée réaliseraient une nouvelle intervention militaire. Quelques jours plus tard, voyant que la junte d'Evren établissait son autorité, l'ex-colonel Türkeş a été obligé de se rendre.

Des parlementaires de gauche ont aussi été arrêtés et les militaires ont déclaré qu'ils seraient jugés devant des tribunaux d'exception pour leurs activités politiques.

Mme Behice Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) est en résidence surveillée depuis le coup.

Comme nous l'avons dit ci-dessus, les militaires ont surtout attaqué au début les organisations syndicales. Le DISK a été fermé et tous les documents et comptes ont été mis sous séquestre.

Pour créer une image d'impartialité, la junte a également suspendu les activités du syndicat d'extrême-droite (MISK). Mais en réalité, cette organisation n'est pas représentative dans la classe ouvrière. Au contraire, la confédération syndicale pro-gouvernementale (TURK-IS) n'a pas été inquiétée, et même, le secrétaire général de cette organisation a été nommé Ministre de la Sécurité Sociale. Ce choix montre bien que la junte militaire veut liquider le mouvement syndical progressiste et autoriser la confédération pro-gouvernementale à représenter tous les travailleurs face au patronat.

Mais les pressions exercées sur le mouvement syndical progressiste a causé la réaction des organisations syndicales internationales. Le Conseil Général de la Fédération Syndicale Mondiale a protesté vigoureusement contre les mesures anti-démocratiques de la junte.

De plus, la Confédération Mondiale du Travail, la Confédération Internationales des Syndicats Libres et la Confédération Européenne des Syndicats ont réagi tout de suite et ont publié les communiqués suivants:

La Confédération Européenne des Syndicats (CES)

M. Mathias Hinterscheid, le Secrétaire général de la Confédération Européenne, a envoyé une lettre urgente au Président en exercice du Conseil des Communautés Européennes, M.G.Thorn et au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M.F. Karasok.

Cette intervention du 15 septembre 1980 se place dans le contexte des relations étroites qui existent depuis quelque temps entre la CES et les deux organisations syndicales turques ayant demandé leur affiliation à la CES: Türk-İş et DISK. Rappelons que le Comité exécutif, discutant en juin dernier des demandes d'affiliation, a constaté que la CES avait un grand intérêt à un rapprochement rapide avec les organisations syndicales turques. Si le Comité exécutif n'a pas pris à ce moment une décision définitive, c'est à cause de l'instabilité politique et du manque de transparence qui régnaient en Turquie.

Dans les lettres mentionnées, M. Hinterscheid émet des doutes sérieux vis-à-vis des intentions de l'armée turque, doutes qui se basent sur la conviction que l'armée turque aurait eu la possibilité de combattre le terrorisme et la violence politique sans supprimer les libertés fondamentales et les droits essentiels des travailleurs et des syndicats.

Il lance un appel pressant aux institutions européennes d'utiliser tous les moyens à leur disposition visant le rétablissement immédiat des libertés fondamentales et des règles démocratiques et la libération immédiate des leaders politiques et syndicaux arrêtés.

Lettre au président du Conseil des Ministres des Communautés européennes:

"Monsieur le Président,

"La prise de pouvoir en Turquie par l'armée nous a confirmé que dans ce pays on n'est pas parvenu, jusqu'à présent, à garantir les libertés fondamentales et les droits démocratiques essentiels.

"Pour la première fois dans l'histoire moderne du pays, les syndicats ont été formellement supprimés et un grand nombre de syndicalistes ont été arrêtés. Ceci ajouté aux autres cas d'atteinte aux droits de l'homme prouve que la situation en Turquie est un défi à toutes les forces démocratiques de l'Europe.

"Nous tenons à souligner, à nouveau, que le mouvement syndical s'oppose à l'adhésion à la CEE d'un pays qui ne garantit pas les libertés et droits mentionnés ci-dessus. Nous rappelons à ce sujet qu'en date du 3 juin nous avons écrit au gouvernement de Turquie mais que notre lettre est restée sans réaction de sa part. Il faut même se demander si la Communauté européenne doit se tenir, dans les circonstances actuelles, aux accords conclus avec un gouvernement démocratiquement désigné.

"Nous sommes surpris de l'argumentation utilisée par l'armée turque pour justifier sa prise de pouvoir, sachant, qu'effectivement, l'armée détient depuis des années, réellement le pouvoir en Turquie et que les gouvernements civils étaient plus ou moins une façade. On peut se poser la question pourquoi l'armée n'était pas capable de rétablir l'ordre et de combattre le terrorisme de gauche ou de droite, sans pour autant supprimer toutes les libertés et règles démocratiques.

"En conséquence, nous vous prions d'exercer toute votre influence et d'employer tous les moyens à la disposition des Communautés européennes, afin d'amener le pouvoir actuel à rétablir, à la fois l'ordre et la démocratie en Turquie.

"Dans ce contexte, nous tenons également à vous rappeler notre attitude de principe vis-à-vis de toute aide économique accordée par les pays industrialisés à des pays nécessiteux: nous appuyons cette aide, à condition d'avoir un minimum de garantie que les fruits de cette aide reviennent aux masses travailleuses des pays en question. Ceci ne nous semble pas possible sous un régime autoritaire et dictatorial.

"C'est la raison pour laquelle nous réitérons notre demande d'agir en faveur du rétablissement immédiat des libertés fondamentales et notamment des droits des syndicats et des travailleurs et de la libération immédiate de tous les leaders politiques et syndicaux arrêtés." /.

La Confédération Mondiale du Travail (CMT)

"Pour la 3e fois depuis 1960 le haut commandement de l'armée turque a pris, le 12 septembre 1980, les responsabilités du pouvoir soit disant pour 'maintenir et sauvegarder la République'.

"La CMT est convaincue que l'on assiste à un scénario bien monté où l'on a procédé, de manière directe et indirecte, à une destabilisation du pays pour mieux le stabiliser à des fins d'ordre social en liaison avec des intérêts économiques, nationaux et étrangers et, simultanément, à des fins d'ordre politique en liaison avec les intérêts stratégiques du bloc occidental.

"Il est pour le moins curieux que les chefs militaires, se présentant comme les sauveurs de la démocratie procèdent aussitôt à des actes anti-démocratiques: Interdiction du droit de la grève, restriction de l'activité syndicale, interdiction de la DISK, arrestations et interrogatoires de responsables syndicaux depuis des militants et délégués d'usines jusqu'aux responsables confédéraux, mise en résidence des responsables politiques et suppression du parlement.

"Türk-İş, centrale toujours proche du gouvernement en place et conseillée par les syndicats américains, peut continuer à travailler. DISK est interdite, mais c'est en fait une sucursale du parti fasciste qui avait une 'clientèle' populaire mais aucune représentativité et influence dans les milieux ouvriers.

"Seule la Confédération DISK est réellement frappée. Après avoir payé un lourd tribut au terrorisme et à la répression (y compris depuis le début de 1980) sous la menace judiciaire d'une interdiction depuis le 25 juillet 1980, pour exercice du droit de grève, la Confédération DISK paie ainsi sa détermination à défendre les travailleurs, les droits démocratiques et la confiance que lui témoignait de plus en plus le monde du travail. DISK est une organisation amie de la CMT et ses représentants participaient à ses activités, notamment à la réunion des commissions de la CMT en février 1980 en Belgique et au Colloque sur les droits humains en mars 1980 au Québec.

"La CMT estime que la liberté est indivisible et dénonce l'hypocrisie de la plupart des responsables politiques et économiques du bloc occidental. Dans les circonstances présentes, un attachement réel à la démocratie et à la défense des droits de l'Homme devrait se vérifier:

" - pour la communauté européenne par un gel des négociations et des décisions du conseil d'association CEE - Turquie, notamment celles définies en juillet 1980;

" - pour l'OTAN dont les statuts fondateurs précisent la tâche de défense de la liberté et de la démocratie par l'arrêt de la coopération avec la Turquie;

" - pour le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE par un gel des prêts en cours,

" - pour les gouvernement occidentaux par un arrêt des livraisons d'armement.

"La démocratie ne peut se maintenir et progresser que par des pratiques démocratiques, notamment l'existence de la liberté syndicale et du fonctionnement de syndicats indépendants quels que soient les régimes politiques. La démocratie cela signifie une répartition équitable des ressources, des revenus et des pouvoirs économiques et politiques. Tout le reste est de la fiction".

Ce mémorandum de la CMT dont nous avons cité certaines parties a été adressé à la Commission de la CEE, à des parlementaires européens, aux secrétaires généraux de l'OCDE et de l'OTAN. Il fait partie des documents à l'appui de la plainte déposée par la CMT, le 17 septembre, auprès du Directeur général du Bureau International du Travail pour violation des Conventions 87 et 98."

Confédération internationale des Syndicats libres (CISL)

Le Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres, Otto Kersten, a envoyé le message suivant au Général Kenan Evren, chef du Conseil National de Sécurité en Turquie:

"Groupant 70 millions de travailleurs organisés dans le monde libre, la CISL est préoccupée par les récents événements de Turquie et demande qu'en toutes circonstances le droit inaliénable à la liberté d'association soit ./.

maintenu et, particulièrement, que les droits syndicaux soient intégralement respectés conformément aux Conventions internationales de l'OIT. La CISL déteste la violence politique qui est l'ennemi de la démocratie, mais nous protestons contre les arrestations de syndicalistes parce que seuls les gens reconnus coupables de crimes peuvent être emprisonnés. La démocratie ne peut être défendue que par des moyens démocratiques, aussi demandons-nous le rétablissement rapide de procédés démocratiques en Turquie."

REACTIONS DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE

Sur les protestations énergiques et les appels des organisations internationales syndicales, les institutions européennes ont commencé à débattre le sujet du coup d'état militaire en Turquie.

Au cours de la réunion du 17 septembre de l'Assemblée européenne à Strasbourg, une résolution déposée par les groupes socialiste, démocrate-chrétien et libéral a été adoptée. Cette résolution demande le rétablissement des libertés en Turquie et estime que "la prolongation des mesures non démocratiques" placerait ce pays en contradiction avec les engagements qu'il a pris envers différentes instances européennes. Mais elle ne condamne pas explicitement le coup d'Etat.

Les communistes et apparantés français et italiens ont d'autre part déposé une proposition de résolution condamnant sans détours le coup d'Etat militaire qui s'est déroulé en Turquie. Demandant le rétablissement de toutes les libertés, le texte réclame la suspension immédiate des rapports entre la CEE et la Turquie tant que la junta militaire demeurera au pouvoir. Mais cette proposition a été rejetée par la majorité de l'Assemblée.

A Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères des Neuf "se sont réjouis des assurances données par les militaires turcs", et ont annoncé que la CEE poursuivra sa coopération avec la Turquie.

D'autre part, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 1er octobre une résolution demandant au nouveau régime militaire de rétablir rapidement un système démocratique, faute de quoi une procédure d'exclusion de la Turquie de l'organisation des "vingt et un" serait engagé.

Ce texte demande notamment le respect de la Convention européenne des droits de l'Homme, la libération des hommes politiques emprisonnés, la reconstitution des partis politiques et des syndicats.

Pendant les débats, les députés communistes et progressistes ont insisté sur l'exclusion immédiate de la Turquie du Conseil de l'Europe, mais leurs propositions n'ont pas été prises en considération par la majorité.

Malgré le fait que le Parlement est dissous et plusieurs députés se trouvent dans les prisons militaires, la junta militaire a agi d'une façon hypocrite et a envoyé à Strasbourg quatre ex-parlementaires fantoches, Turan Güneş, Cevdet Akçali, Metin Tokar et Besim Üstünel pour faire entendre ses arguments. Quand ils se sont trouvés dans la salle de l'Assemblée parlementaire de Strasbourg, ses collègues étaient dans les prisons et les cinq généraux putschistes agissaient comme législateurs dans le bâtiment de l'Assemblée Nationale de Turquie à Ankara. Malheureusement, l'Assemblée parlementaire, sans prendre en considération cette contradiction, a permis aux porte-paroles de la junta fasciste de propager leurs mensonges.

C'est aussi une attitude hypocrite de la part des institutions européennes.

Aujourd'hui, c'est le jour d'écouter la voix des forces démocratiques de l'Europe et de la Turquie, pas celle des représentants d'un régime fasciste.

C'est le jour de condamner et d'isoler la junta militaire dans l'arène internationale et de l'obliger à rétablir rapidement un système démocratique.

LA TURQUIE EN CHIFFRES

SUPERFICIE: 779.452 km² (l'Anatolie: 755.688 km² + la Thrace: 23.764)
Terres cultivées: 234.780 km², Forêts: 201.700 km²

DISTRICTS ADMINISTRATIFS:

Provinces: 67, Districts: 572, Villages: 36.064

POPULATION: Estimation en 1980: 45.442.000 habitants

Population urbaine: 48,6%

Population rurale: 51,4%

Densité: 53 hab. par km²

MAIN D'OEUVRE: 16.646.000 (des deux sexes - de 15 à 64 ans)

Agriculture: 9.070.000

Non-agriculture: 5.936.000

NOMBRE DE CHOMEURS: 2.340.000 soit 14,1% de la population active

Agriculture: 700.000

Non-agriculture: 1.640.000

DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR:

Agriculture: 60,4%

Industrie: 12,8%

Construction: 3,8%

Commerce: 4,5%

Transports: 3,4%

Services: 15,1%

DISTRIBUTION PAR STATUT:

Employés: 27,7%

Employeurs: 0,8%

Indépendants: 25,6%

Travail familial: 45,2%

Inconnus: 0,7%

IMMIGRATION A L'ETRANGER: 1.500.000

Environ 8.000.000 de personnes ne trouvent que du travail temporaire ou partiel et sont la plupart du temps sans emploi. L'assurance-chômage n'existe pas en Turquie.

REVENU NATIONAL: PNB en 1980: 46.329.500.000 US \$

PNB par tête d'habitant: 1.019 US \$ (885 US \$ in 1975)

DISTRIBUTION PAR SECTEUR DU PNB:

Agriculture: 10.039.600.000 US \$

Industrie: 10.952.600.000 US \$

Services: 24.642.300.000 US \$

Salaire mensuel moyen: 50 US \$

DISTRIBUTION DES REVENUS:

	<u>% de la population</u>	<u>% du revenu</u>
Hommes d'affaires	0,5	3,5
Commerçants	2,3	11,0
Professions libérales	0,7	3,8
Cadres	1,0	2,6
Employés	7,7	9,2
Petits commerçants	15,6	14,7
Fermiers	49,6	38,8
Ouvriers	22,6	16,4

COMMERCE EXTERIEUR:

Exportations: 2.261.000.000 US \$

Importations: 5.069.000.000 US \$

DÉFICIT ANNUEL 2.808.000.000 US \$